



RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE DEUXIÈME TRIMESTRE 2021

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
SECTEURS D'ACTIVITÉS	3
FAIT SAILLANT DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2021.....	3
MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	4
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS	8
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	16
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	19
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	22

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA », « TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI » ou la « société mère »), est une entreprise de communication qui œuvre dans quatre secteurs d'activités : la télédiffusion, les services cinématographiques et audiovisuels, les magazines ainsi que la production et la distribution. En télédiffusion, la Société est active en création, en diffusion et en production d'émissions de divertissement, de sports, d'information et d'affaires publiques ainsi qu'en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter neuf services spécialisés. Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels offre des services de location de studios, de mobiles et d'équipements ainsi que des services de postproduction et d'effets visuels. Dans le secteur magazines, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines au Québec. Le secteur production et distribution se spécialise dans la production et la distribution d'émissions de télévision destinées au marché mondial. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du deuxième trimestre 2021 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés résumés de la Société pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 30 juin 2021 et 2020 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») dont, en particulier, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2020, de même qu'avec les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2021. Tous les montants sont en dollars canadiens.

La pandémie de COVID-19 (la « pandémie ») continue d'avoir des répercussions majeures sur l'environnement économique au Canada et à l'échelle mondiale. Afin de limiter la propagation du virus, le gouvernement du Québec a imposé depuis le début de cette crise sanitaire une série de restrictions et de mesures préventives spéciales, y compris la suspension de certaines activités commerciales. En mai 2021, le gouvernement du Québec a annoncé graduellement les étapes d'un plan de déconfinement s'échelonnant sur une période de plusieurs mois. Depuis mars 2020, cette crise sanitaire a réduit les activités de nombreux partenaires d'affaires de Groupe TVA et a entraîné un ralentissement marqué de certains secteurs d'activités de la Société. Entre autres répercussions, les restrictions et mesures préventives imposées par le gouvernement du Québec ont causé une baisse des revenus publicitaires et, plus spécifiquement en 2020, une baisse des événements sportifs diffusés par la chaîne spécialisée « TVA Sports », une réduction de la fréquence de mise en marché de certaines publications et un arrêt temporaire de la plupart de nos activités de production de contenu. Malgré les contraintes occasionnées par cette pandémie, la Société a continué et continuera de maintenir ses activités essentielles visant à informer en plus de divertir la population, tout en protégeant la santé et la sécurité de ses employés et du public. En raison de la baisse de leurs revenus, plusieurs entités des différents secteurs de la Société se sont qualifiées à la Subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC ») et des subventions totalisant 822 000 \$ et 3 195 000 \$ respectivement ont été comptabilisées pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2021 en réduction des coûts de main-d'œuvre (14 544 000 \$ pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 30 juin 2020).

Les impacts de la crise sanitaire liée à la pandémie sur les résultats d'exploitation des secteurs d'activités de la Société au deuxième trimestre 2021 sont analysés plus en détail dans la section « Analyse par secteurs d'activités » du présent rapport de gestion. Il est par ailleurs difficile à ce stade-ci de prévoir quelles seront toutes les conséquences de cette crise sanitaire, dont l'effet potentiel d'une nouvelle vague. La crise sanitaire liée à la pandémie pourrait avoir un impact défavorable important sur la croissance à court et à moyen terme des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société. Ainsi, les croissances enregistrées au cours des trimestres antérieurs à la crise sanitaire pourraient ne pas être représentatives des croissances futures.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- **Le secteur télédiffusion** inclut les activités du Réseau TVA, des services spécialisés, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles ainsi que les activités de production commerciale et d'édition sur mesure notamment par l'entremise de sa filiale Communications Qolab inc. (« **Qolab** ») (anciennement COLAB Studio Marketing Collaboratif inc.).
- **Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (« MELS »)**, par le biais des filiales Mels Studios et Postproduction s.e.n.c. et MELS Doublage inc., inclut les activités de services de location de studios, de mobiles et d'équipements, les activités de doublage et de vidéodescription ainsi que les services de postproduction et d'effets visuels.
- **Le secteur magazines**, par l'entremise de ses filiales, notamment TVA Publications inc. et Les Publications Charron & Cie inc., comprend les activités d'édition de magazines dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration ainsi que la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines.
- **Le secteur production et distribution**, par l'entremise des sociétés du groupe Incendo, inclut les activités de production et de distribution d'émissions de télévision, de films et de téléseries destinés au marché mondial.

FAIT SAILLANT DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2021

- Le 16 juillet 2021, la Société a annoncé l'agrandissement des studios de MELS avec la construction de MELS 4, un projet d'infrastructure de 53 millions de dollars, auquel s'ajouteront des investissements en équipements d'environ 23 millions de dollars sur dix ans. D'une superficie totale de 160 000 pieds carrés, ce projet permettra à MELS d'attirer encore davantage de tournages d'envergure. La livraison du projet est prévue au printemps 2023. Le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec, accordera un prêt sans intérêt de 25 millions de dollars à la Société afin d'appuyer la construction de ce studio.

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net (la perte nette) conformément aux IFRS, comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres, les impôts sur le bénéfice et la part du bénéfice dans les entreprises associées. Le BAIIA ajusté, tel que défini ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net (la perte nette) divulgué(e) aux états financiers consolidés résumés de la Société.

Tableau 1

Rapprochement du BAIIA ajusté présenté dans ce rapport avec le bénéfice net (la perte nette) divulgué(e) aux états financiers consolidés résumés

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
BAIIA ajusté :				
Télédiffusion	6 581 \$	3 470 \$	3 160 \$	7 299 \$
Services cinématographiques et audiovisuels	3 913	507	7 541	3 679
Magazines	1 758	2 890	3 521	3 554
Production et distribution	1 618	428	1 731	1 095
Éléments intersectoriels	95	71	148	246
	13 965	7 366	16 101	15 873
Amortissement	7 944	8 471	16 202	17 002
Charges financières	705	665	1 406	1 335
Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres	435	1 802	162	2 104
Impôts sur le bénéfice (recouvrement)	1 290	(666)	(406)	(693)
Part du bénéfice dans les entreprises associées	(261)	(169)	(663)	(426)
Bénéfice net (perte nette)	3 852 \$	(2 737) \$	(600) \$	(3 449) \$

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020

Produits d'exploitation de 159 422 000 \$, en hausse de 55 567 000 \$ (53,5 %) alors qu'au deuxième trimestre 2020, la pandémie avait entraîné l'arrêt ou le ralentissement de la plupart des activités de la Société.

- Hausse de 43 313 000 \$ (49,9 %) dans le secteur télédiffusion (tableau 2) due essentiellement à l'augmentation de 59,8 % des revenus du Réseau TVA compte tenu d'une hausse de 66,6 % des revenus publicitaires, à l'augmentation de 42,1 % des revenus des chaînes spécialisées provenant également d'une hausse des revenus publicitaires ainsi qu'à l'augmentation de 43,3 % des produits d'exploitation de Qolab.
- Hausse de 10 489 000 \$ (140,6 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), attribuable à l'augmentation des revenus de l'ensemble des activités du secteur, notamment les activités de location de studios, de mobiles et d'équipements, de postproduction, de doublage ainsi que d'effets visuels, et découlant principalement de la reprise des activités depuis la mi-septembre 2020.
- Hausse de 1 471 000 \$ (14,7 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable aux augmentations de 28,4 %, de 23,8 % et de 18,8 % respectivement pour les revenus en kiosque, les revenus publicitaires et les revenus d'abonnement, alors que l'aide financière provenant du Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP ») a diminué de 11,3 %.
- Hausse de 2 458 000 \$ (85,7 %) dans le secteur production et distribution (tableau 2) découlant principalement des ventes à l'international pour les films produits en 2020.

Tableau 2
Produits d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Télédiffusion	130 080	\$ 86 767	\$ 244 912	\$ 194 828
Services cinématographiques et audiovisuels	17 949	7 460	35 966	25 442
Magazines	11 508	10 037	22 015	20 330
Production et distribution	5 327	2 869	7 622	7 622
Éléments intersectoriels	(5 442)	(3 278)	(10 285)	(7 233)
	159 422	\$ 103 855	\$ 300 230	\$ 240 989

BAIIA ajusté de 13 965 000 \$, soit un écart favorable de 6 599 000 \$ (89,6 %).

- Écart favorable de 3 111 000 \$ dans le secteur télédiffusion (tableau 3), principalement attribuable à la hausse de 48,0 % du BAIIA ajusté du Réseau TVA, contrebalancée en partie par l'augmentation de 18,7 % du BAIIA ajusté négatif des chaînes spécialisées, notamment de « TVA Sports ».
- Écart favorable de 3 406 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation de la rentabilité des activités de location de studios, de mobiles et d'équipements, contrebalancée en partie par la baisse du BAIIA ajusté généré par les activités de doublage, sous-titrage et vidéodescription, ainsi que par le démarrage de nos activités de production virtuelle qui n'ont pas atteint leur plein potentiel de revenus.
- Écart défavorable de 1 132 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), principalement attribuable à la reprise des activités dans un contexte où l'aide gouvernementale a été moindre, autant au niveau de la SSUC que du programme provenant du FCP.
- Écart favorable de 1 190 000 \$ dans le secteur production et distribution (tableau 3) découlant principalement de la marge brute favorable liée aux ventes à l'international pour les films produits en 2020 ainsi que d'un écart favorable au niveau des frais administratifs.

Tableau 3
BAIIA ajusté
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Télédiffusion	6 581	\$ 3 470	\$ 3 160	\$ 7 299
Services cinématographiques et audiovisuels	3 913	507	7 541	3 679
Magazines	1 758	2 890	3 521	3 554
Production et distribution	1 618	428	1 731	1 095
Éléments intersectoriels	95	71	148	246
	13 965	\$ 7 366	\$ 16 101	\$ 15 873

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 3 850 000 \$ (0,09 \$ par action de base), comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 2 744 000 \$ (-0,06 \$ par action de base) pour la même période de 2020.

- Cet écart favorable de 6 594 000 \$ (0,15 \$ par action de base) s'explique essentiellement par :
 - la hausse de 6 599 000 \$ du BAIIA ajusté;
 - l'écart favorable de 1 367 000 \$ au niveau des frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres; et
 - l'écart favorable de 527 000 \$ au niveau de la charge d'amortissement;
 partiellement contrebalancés par :
 - l'écart défavorable de 1 956 000 \$ au niveau des impôts sur le bénéfice.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions en circulation de 43 205 535 pour les trimestres terminés les 30 juin 2021 et 2020.

Charge d'amortissement de 7 944 000 \$, soit une baisse de 527 000 \$ qui s'explique essentiellement par la baisse de la charge d'amortissement associée à des actifs incorporels, notamment des sites web et logiciels opérationnels ainsi qu'à des équipements techniques complètement amortis.

Charges financières de 705 000 \$, soit une légère hausse de 40 000 \$ découlant principalement de l'écart défavorable au niveau des intérêts sur la dette en lien avec le niveau d'endettement moyen plus élevé au cours du deuxième trimestre 2021, net d'un coût de financement moindre pour cette même période.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres de 435 000 \$ pour le deuxième trimestre de 2021 comparativement à 1 802 000 \$ pour la période correspondante de 2020.

- Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2021, la Société a comptabilisé un montant net de 508 000 \$ découlant principalement de la réduction de postes et de la mise en place de mesures de réduction de coûts dont 505 000 \$ dans le secteur télédiffusion (2 097 000 \$ pour la période correspondante de 2020 dont 1 415 000 \$ dans le secteur télédiffusion et 682 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels).
- Au cours du deuxième trimestre de 2020, la Société avait enregistré un gain de 253 000 \$ lié à la disposition d'un actif pour un produit de disposition de 310 000 \$.

Impôts sur le bénéfice de 1 290 000 \$ (taux d'imposition effectif de 26,4 %) au cours du deuxième trimestre 2021, comparativement à un recouvrement d'impôts de 666 000 \$ (taux d'imposition effectif de 18,6 %) à la même période de 2020, soit un écart défavorable de 1 956 000 \$ qui s'explique principalement par l'incidence de la hausse du bénéfice imposable à des fins fiscales ainsi que par la comptabilisation en 2020 d'ajustements d'impôts relativement à une année antérieure et aux impôts étrangers. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

Part du bénéfice dans les entreprises associées de 261 000 \$ au deuxième trimestre 2021, comparativement à 169 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2020, soit un écart favorable de 92 000 \$ qui s'explique par la hausse des résultats financiers d'une entreprise associée dans le domaine de la télévision.

Comparaison des six premiers mois de 2021 et 2020

Produits d'exploitation de 300 230 000 \$, en hausse de 59 241 000 \$ (24,6 %).

- Hausse de 50 084 000 \$ (25,7 %) dans le secteur télédiffusion (tableau 2) due essentiellement à l'augmentation de 28,2 % des revenus du Réseau TVA dont une hausse de 27,7 % des revenus publicitaires, à l'augmentation de 18,8 % des revenus des chaînes spécialisées considérant aussi une hausse de 75,2 % des revenus publicitaires ainsi qu'à l'augmentation de 82,4 % des produits d'exploitation de Qolab.

- Hausse de 10 524 000 \$ (41,4 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), attribuable à l'augmentation des revenus de l'ensemble des activités du secteur, notamment une augmentation de 49,3 % pour les activités de location de studios, de mobiles et d'équipements, de 38,4 % pour les activités de doublage et de sous-titrage et de 44,3 % au niveau de la postproduction.
- Hausse de 1 685 000 \$ (8,3 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable aux augmentations de 12,9 %, de 5,8 %, de 7,9 % et de 8,8 % respectivement pour les revenus d'abonnement, les revenus en kiosque, l'aide provenant du FCP et les revenus publicitaires.
- Produits d'exploitation stables dans le secteur production et distribution (tableau 2) expliqués principalement par la baisse des revenus de distribution au Canada, compensée par l'augmentation des revenus provenant des plateformes d'écoute en continu.

BAIIA ajusté de 16 101 000 \$, soit un écart favorable de 228 000 \$ (1,4 %).

- Écart défavorable de 4 139 000 \$ dans le secteur télédiffusion (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté négatif de « TVA Sports », contrebalancée en partie par l'augmentation des BAIIA ajustés du Réseau TVA et de Qolab.
- Écart favorable de 3 862 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation de 148,2 % du BAIIA ajusté généré par les activités de location de studios, de mobiles et d'équipements et à l'amélioration de la rentabilité des activités de postproduction, contrebalancées en partie par le démarrage de nos activités de production virtuelle qui n'ont pas atteint leur plein potentiel de revenus.
- Écart défavorable de 33 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), expliqué principalement par la reprise des activités dans un contexte d'aide gouvernementale moindre.
- Écart favorable de 636 000 \$ dans le secteur production et distribution (tableau 3) expliqué principalement par une croissance de la marge brute provenant de la distribution sur les plateformes d'écoute en continu, jumelée à un écart favorable au niveau des frais administratifs.

Perte nette attribuable aux actionnaires de 601 000 \$ (-0,01 \$ par action de base) au cours des six premiers mois de 2021, comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 3 467 000 \$ (-0,08 \$ par action de base) pour la même période de 2020.

- Cet écart favorable de 2 866 000 \$ (0,07 \$ par action de base) s'explique essentiellement par :
 - l'écart favorable de 1 942 000 \$ au niveau des frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres;
 - l'écart favorable de 800 000 \$ au niveau de la charge d'amortissement; et
 - la hausse de 228 000 \$ du BAIIA ajusté;
 partiellement contrebalancés par :
 - l'écart défavorable de 287 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions en circulation de 43 205 535 pour les semestres terminés les 30 juin 2021 et 2020.

Charge d'amortissement de 16 202 000 \$, soit une baisse de 800 000 \$ qui s'explique essentiellement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020.

Charges financières de 1 406 000 \$, soit une légère hausse de 71 000 \$ découlant principalement de l'écart défavorable au niveau des intérêts liés aux régimes à prestations définies ainsi que d'une perte de change plus élevée en 2021, contrebalancés en partie par l'écart favorable au niveau des intérêts sur la dette en lien avec le coût de financement moindre en 2021.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres de 162 000 \$ pour les six premiers mois de 2021 comparativement à 2 104 000 \$ pour la période correspondante de 2020.

- La Société a enregistré un montant net de 378 000 \$ au cours du premier semestre 2021 découlant principalement de la réduction de postes et de la mise en place de mesures de réduction de coûts, dont 661 000 \$ dans le secteur télédiffusion et un renversement de charge net de 290 000 \$ dans le secteur magazines (2 250 000 \$ pour la période correspondante de 2020 dont 1 439 000 \$ dans le secteur télédiffusion, 682 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels ainsi que 129 000 \$ dans le secteur magazines).
- Au cours du premier semestre de 2021, la Société a comptabilisé un gain sur radiation d'obligations locatives de 94 000 \$ à la suite d'une libération anticipée de certains espaces immobiliers.
- Au cours des six premiers mois de 2021, la Société a également comptabilisé un renversement de charge de 48 000 \$ relativement aux acquisitions d'entreprises, principalement pour la réévaluation à la baisse de la contrepartie conditionnelle dans le cadre de l'Acquisition d'Incendo telle que décrite ci-dessous, alors qu'une charge de 194 000 \$ avait été comptabilisée relativement aux acquisitions d'entreprises pour la période correspondante de 2020.
- Au cours du deuxième trimestre de 2020, la Société avait enregistré un gain de 253 000 \$ lié à la disposition d'un actif pour un produit de disposition de 310 000 \$.

Recouvrement d'impôts de 406 000 \$ (taux d'imposition effectif de 24,3 %) pour les six premiers mois de 2021, comparativement à un recouvrement d'impôts de 693 000 \$ (taux d'imposition effectif de 15,2 %) à la même période de 2020, soit un écart défavorable de 287 000 \$ qui s'explique principalement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

Part du bénéfice dans les entreprises associées de 663 000 \$ au cours des six premiers mois de 2021, comparativement à 426 000 \$ pour la période correspondante de 2020, soit un écart favorable de 237 000 \$ qui s'explique par le même élément que celui mentionné dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Télédiffusion

Comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020

Produits d'exploitation de 130 080 000 \$, soit une augmentation de 43 313 000 \$ (49,9 %), principalement attribuable à la reprise des activités alors qu'au deuxième trimestre 2020, la pandémie avait occasionné un arrêt ou un ralentissement de plusieurs activités. Cet écart favorable découle de :

- la hausse de 59,8 % des revenus du Réseau TVA provenant essentiellement d'une hausse de 66,6 % des revenus publicitaires, incluant une hausse des revenus numériques, ainsi que d'un ajustement rétroactif favorable au niveau des droits de retransmission du signal dans les régions éloignées;
- la hausse de 42,1 % des revenus des chaînes spécialisées provenant d'une hausse des revenus publicitaires alimentée principalement par la chaîne « TVA Sports » compte tenu de la hausse importante d'événements sportifs diffusés par la chaîne dont les séries éliminatoires de la Ligue Nationale de Hockey (« LNH ») qui ont inclus la présence du Canadien de Montréal jusqu'à la finale de la Coupe Stanley, alors que celles-ci avaient été reportées au troisième trimestre en 2020.

Cette situation a permis à la chaîne sportive de dégager également une croissance de 4,6 % de ses revenus d'abonnement; et

- la hausse de 43,3 % des revenus de Qolab découlant d'une croissance du volume d'activités qui se poursuit pour les services de production commerciale et création publicitaire.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Tableau 4
Statistiques d'écoute du marché francophone
(Parts de marché en %)

Deuxième trimestre 2021 vs Deuxième trimestre 2020			
	2021	2020	Écart
Chaînes généralistes francophones :			
TVA	23,8	23,7	0,1
SRC	12,3	12,1	0,2
noovo	5,1	5,0	0,1
	41,2	40,8	0,4
Chaînes spécialisées et payantes francophones :			
TVA	18,8	18,6	0,2
Bell Média	12,4	10,0	2,4
Corus	5,6	6,7	-1,1
SRC	5,9	7,2	-1,3
Autres	4,9	5,2	-0,3
	47,6	47,7	-0,1
Total chaînes anglophones et autres :	11,2	11,5	-0,3
Groupe TVA	42,6	42,3	0,3

Source : Numeris - Québec franco, 1^{er} avril au 30 juin, l-d, 2h-2h, t2+.

Pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 2021, les parts de marché de Groupe TVA ont augmenté de 0,3 part par rapport à la période correspondante de 2020, passant de 42,3 parts à 42,6 parts.

Les parts de marché combinées des services spécialisés de Groupe TVA ont été de 18,8 parts pour le deuxième trimestre de 2021 comparativement à 18,6 parts pour la même période de 2020, soit une augmentation de 0,2 part. Découlant principalement de la performance des Canadiens de Montréal dans les séries éliminatoires de la LNH et du contexte lié à la pandémie qui avait modifié le calendrier de diffusion de celles-ci en 2020, la chaîne « TVA Sports » a connu une croissance exceptionnelle de 5,0 parts pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2021. D'ailleurs, les quatre rondes des séries éliminatoires de la LNH diffusées par la chaîne se sont retrouvées parmi les émissions les plus regardées au Québec au cours du deuxième trimestre 2021, dont certains matchs de la finale ont atteint un auditoire moyen de plus de 1,4 million de téléspectateurs. La chaîne de nouvelles et d'affaires publiques « LCN » a quant à elle connu un recul de 4,5 parts pour cette même période, elle qui avait connu une croissance exceptionnelle de ses parts de marché au deuxième trimestre 2020 dans le contexte de la pandémie. « LCN » conserve toutefois le titre de la chaîne spécialisée la plus écoutée au Québec, devançant même la chaîne généraliste « noovo ». Les chaînes « addik^{TV} » et « MOI ET CIE » ont connu des croissances de leurs parts de marché de 0,5 et 0,1 part respectivement alors que les chaînes « Yooopa », « Prise 2 » et « Zeste » ont connu des reculs de leurs parts de marché de 0,5, 0,2 et 0,2 part respectivement.

Le Réseau TVA demeure en tête des stations généralistes avec ses 23,8 parts de marché, soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes et en augmentation de 0,1 part par rapport à la période

correspondante de 2020. Le Réseau TVA a diffusé la deuxième émission la plus regardée au Québec durant le deuxième trimestre 2021, soit le variété de *Star Académie*, avec un auditoire moyen de près de 1,5 million de téléspectateurs.

Charges d'exploitation de 123 499 000 \$, soit une hausse de 40 202 000 \$ (48,3 %), expliquée principalement par :

- la hausse de 38,8 % des charges d'exploitation des chaînes spécialisées, notamment une hausse de 58,8 % pour « TVA Sports » principalement attribuable à :
 - la révision de l'attribution de la valeur des droits rattachés aux différentes composantes de son contrat pour les parties de la LNH, modifiant ainsi le moment de la comptabilisation aux résultats des droits de contenu audiovisuel sur une saison; et
 - la modification du calendrier de diffusion de la saison découlant du contexte actuel de la pandémie;

partiellement contrebalancées par :

- la comptabilisation d'une charge de contenu audiovisuel au deuxième trimestre 2020 tenant compte des nouveaux formats et calendriers de diffusion associés à ces événements dont le report des séries éliminatoires de la LNH au troisième trimestre 2020;
- la hausse de 63,6 % des charges d'exploitation du Réseau TVA attribuable essentiellement à la reprise des activités alors qu'au trimestre correspondant de 2020, le ralentissement de celles-ci avait entraîné des économies au niveau de la main-d'œuvre et la comptabilisation de la SSUC à des niveaux beaucoup plus importants qu'en 2021 pour les employés ayant continué d'offrir leur prestation de services, à une augmentation des coûts de contenu ainsi qu'à l'augmentation des commissions sur ventes publicitaires; et
- la hausse de 68,0 % des charges d'exploitation de Qolab découlant du volume d'activités plus élevé.

BAIIA ajusté de 6 581 000 \$, soit une variation favorable de 3 111 000 \$, expliquée principalement par :

- la hausse de 48,0 % du BAIIA ajusté du Réseau TVA;

contrebalancée en partie par :

- l'augmentation de 18,7 % du BAIIA ajusté négatif des chaînes spécialisées, essentiellement de « TVA Sports », telle qu'expliquée ci-dessus.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 96,0 % pour le deuxième trimestre 2020 à 94,9 % pour la même période de 2021. Cette baisse provient essentiellement de l'augmentation plus importante des produits d'exploitation que l'augmentation des charges d'exploitation.

Comparaison des six premiers mois de 2021 et 2020

Produits d'exploitation de 244 912 000 \$, soit une augmentation de 50 084 000 \$ (25,7 %), principalement attribuable à :

- des hausses reliées à la reprise des activités telles que :
 - la hausse de 28,2 % des revenus du Réseau TVA provenant essentiellement d'une hausse de 27,7 % des revenus publicitaires, notamment une augmentation de 78,0 % des revenus numériques;

- la hausse de 75,2 % des revenus publicitaires des chaînes spécialisées. « TVA Sports » représente 83,5 % de cette croissance expliquée par le même élément que celui mentionné dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020;
 - la hausse de 82,4 % des revenus de Qolab expliquée par la croissance du volume d'activités telle qu'expliquée précédemment dans la comparaison trimestrielle; et
- un écart favorable en lien avec la comptabilisation d'un ajustement rétroactif favorable au niveau des droits de retransmission du signal dans les régions éloignées en 2021 alors qu'un ajustement rétroactif défavorable avait été comptabilisé en 2020, ayant eu un impact sur les revenus du Réseau TVA;

contrebalancés en partie par :

- la diminution de 1,3 % des revenus d'abonnement des chaînes spécialisées découlant principalement du phénomène de désabonnement qui se poursuit.

Charges d'exploitation de 241 752 000 \$, soit une hausse de 54 223 000 \$ (28,9 %), expliquée principalement par :

- la hausse de 37,1 % des charges d'exploitation des chaînes spécialisées, notamment une augmentation de 60,9 % pour « TVA Sports » qui s'explique principalement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020;
- la hausse de 17,1 % des charges d'exploitation du Réseau TVA expliquée principalement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020; et
- la hausse de 63,8 % des charges d'exploitation de Qolab découlant du volume d'activités plus élevé.

BAIIA ajusté de 3 160 000 \$, soit une variation défavorable de 4 139 000 \$, expliquée principalement par :

- un BAIIA ajusté négatif plus élevé provenant de « TVA Sports » compte tenu des coûts supplémentaires associés à la reprise des événements sportifs diffusés par la chaîne qui ont été supérieurs à la croissance des revenus publicitaires dégagée;

contrebalancé en partie par :

- l'augmentation du BAIIA ajusté du Réseau TVA telle qu'expliquée ci-dessus; et
- l'augmentation de BAIIA ajusté de Qolab découlant d'un volume d'activités plus élevé.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté, passant de 96,3 % pour le premier semestre 2020 à 98,7 % pour la même période de 2021. Cette hausse provient essentiellement de l'augmentation plus importante des charges d'exploitation que l'augmentation des produits d'exploitation.

Services cinématographiques et audiovisuels

Comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020

Produits d'exploitation de 17 949 000 \$, soit une augmentation de 10 489 000 \$ (140,6 %), principalement attribuable à la reprise des activités depuis la mi-septembre 2020. Notons les variations suivantes :

- la hausse de 302,9 % des revenus de location de studios, de mobiles et d'équipements qui accueille actuellement dans ses studios la méga-production *Transformers* des studios *Paramount*;
- la hausse de 239,8 % des revenus de postproduction;

- la hausse de 58,7 % des revenus de doublage qui poursuivent leur croissance grâce à la multiplication des contenus sur le marché, ce qui engendre une demande à la hausse pour ces services; et
- la hausse de 47,2 % des revenus liés aux activités d'effets visuels.

Charges d'exploitation de 14 036 000 \$, soit une hausse de 7 083 000 \$ (101,9 %). Cette hausse est également expliquée principalement par la reprise des activités entraînant l'augmentation des frais variables, notamment les coûts de rémunération, ainsi que des niveaux de SSUC beaucoup moins élevés. Notons les variations suivantes :

- la hausse de 94,1 % des charges d'exploitation provenant de la location de studios, de mobiles et d'équipements;
- la hausse de 98,1 % des charges d'exploitation afférentes au volume d'activités plus élevé de doublage;
- la hausse de 118,5 % des charges d'exploitation provenant des activités de postproduction; et
- la hausse de 71,2 % des charges d'exploitation reliées aux activités d'effets visuels.

BAIIA ajusté de 3 913 000 \$, soit une variation favorable de 3 406 000 \$, expliquée principalement par l'augmentation de la rentabilité des services de location de studios, de mobiles et d'équipement, contrebalancée en partie par la baisse du BAIIA ajusté généré par les activités de doublage, sous-titrage et vidéodescription ainsi que par le démarrage des activités de production virtuelle qui n'ont pas atteint leur plein potentiel de revenus.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 93,2 % pour le deuxième trimestre 2020 à 78,2 % pour le deuxième trimestre 2021. Cette diminution provient essentiellement de l'augmentation plus importante des produits d'exploitation que l'augmentation des charges d'exploitation.

Comparaison des six premiers mois de 2021 et 2020

Produits d'exploitation de 35 966 000 \$, soit une augmentation de 10 524 000 \$ (41,4 %), principalement attribuable à la reprise des activités telle que mentionnée dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020, qui a entre autres entraîné les variations suivantes :

- la hausse de 49,3 % des revenus de location de studios, de mobiles et d'équipements, grandement affectés au cours du deuxième trimestre 2020 par la crise sanitaire entraînant l'arrêt des tournages;
- la hausse de 38,4 % des revenus de doublage découlant également d'une croissance de la demande pour ces services;
- la hausse de 44,3 % des revenus de postproduction dû à un volume d'activités à la hausse, ayant été particulièrement affectés au deuxième trimestre 2020; et
- la hausse de 23,6 % des revenus provenant des activités d'effets visuels.

Charges d'exploitation de 28 425 000 \$, soit une hausse de 6 662 000 \$ (30,6 %). Cette hausse est expliquée principalement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020 qui ont entre autres entraîné les variations suivantes :

- la hausse de 45,7 % au niveau des charges d'exploitation afférentes au volume d'activités plus élevé de doublage et de sous-titrage;
- la hausse de 28,5 % des charges d'exploitation provenant des activités de postproduction;

- la hausse de 15,2 % des charges d'exploitation provenant de la location de studios, de mobiles et d'équipements; et
- la hausse de 28,2 % des charges d'exploitation reliées aux activités d'effets visuels.

BAIIA ajusté de 7 541 000 \$, soit une variation favorable de 3 862 000 \$, expliquée principalement par l'augmentation de 148,2 % du BAIIA ajusté généré par les activités de location de studios, de mobiles et d'équipements et par l'amélioration de la rentabilité des activités de postproduction, contrebalancées en partie par le démarrage des activités de production virtuelle.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 85,5 % pour le premier semestre 2020 à 79,0 % pour le premier semestre 2021. Cette diminution provient essentiellement de l'augmentation plus importante des produits d'exploitation que l'augmentation des charges d'exploitation.

Magazines

Comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020

Produits d'exploitation de 11 508 000 \$, soit une hausse de 1 471 000 \$ (14,7 %), principalement attribuable à la reprise des activités alors que la pandémie avait entraîné la réduction du nombre de parutions pour certains titres au cours du deuxième trimestre 2020. Notons les variations suivantes :

- la hausse de 28,4 % des revenus en kiosque essentiellement pour la catégorie « Artistiques »;
- la hausse de 23,8 % des revenus publicitaires;
- la hausse de 18,8 % des revenus d'abonnement, principalement pour les catégories « Féminin » et « Artistiques »; et
- la baisse de 11,3 % de l'aide provenant du FCP qui a amorcé un changement dans la méthode d'attribution des subventions provenant de son programme régulier depuis le 1^{er} avril 2021 et tel que décrit ci-bas, entraînant une diminution de l'aide dont a bénéficié la Société en vertu de ce programme.

Fonds du Canada pour les périodiques

Le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le FCP qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. En 2020, ce programme a été bonifié pour la période de référence de 12 mois débutant le 1^{er} avril de cette même année, une mesure d'aide gouvernementale ponctuelle et additionnelle offerte afin d'aider les entreprises de cette industrie à faire face à la crise sanitaire et résultant en la bonification de 25 % de la subvention reçue pour cette même période de référence. En 2020, le ministre du Patrimoine canadien a également annoncé la modernisation de ce fonds avec l'objectif de mettre davantage l'accent sur la création de contenu canadien, un changement prenant effet pour le cycle de subventions débutant le 1^{er} avril 2021 et prévoyant une période de transition de cinq ans, à la fin de laquelle les changements apportés au programme seront tous en vigueur. Compte tenu que l'ancienne méthode d'attribution des subventions était davantage axée sur la diffusion des titres, ce changement a et aura un impact sur le montant d'aide gouvernementale dont bénéficie ce secteur d'activités et provenant de ce programme régulier. L'ensemble de l'aide reliée à ce fonds est entièrement enregistré à titre de produits d'exploitation et représente 20,6 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2021 (26,7 % pour la période correspondante de 2020).

Statistiques de lectorat

Avec près de 3,3 millions de lecteurs multiplateformes pour ses titres mensuels francophones, Groupe TVA est l'éditeur de magazines mensuels francophones numéro 1 au Québec et un joueur de premier plan dans le marché des magazines au Canada avec 7,5 millions de lecteurs multiplateformes.

Référence canadienne en art de vivre, « Canadian Living » rejoint 3,4 millions de lecteurs multiplateformes tandis que son pendant francophone, « Coup de pouce », est le magazine francophone art de vivre le plus lu avec 1,3 million de lecteurs toutes plateformes confondues.

Au Québec, « Clin d'œil » est le magazine de mode beauté numéro 1 avec 701 000 lecteurs toutes plateformes confondues et « Les idées de ma Maison » est la référence en décoration, rejoignant 695 000 lecteurs multiplateformes.

Dans le marché anglophone, « Style at home » demeure un incontournable de la décoration au Canada et rejoint 2,1 millions de lecteurs multiplateformes.

Source: Vividata, Printemps 2021, Total Canada, 14+, 1^{er} janvier au 31 décembre 2020

Charges d'exploitation de 9 750 000 \$, soit une hausse de 2 603 000 \$ (36,4 %), principalement attribuable à la reprise des activités, telle que mentionnée ci-dessus, ayant entraîné entre autres les variations suivantes :

- l'augmentation des coûts de rémunération découlant de la hausse des effectifs offrant une prestation de services et de la diminution du niveau de SSUC dont peut bénéficier le secteur; et
- des augmentations de coûts en lien avec le retour au nombre de parutions habituel pour certains titres, notamment une augmentation des frais d'impression, des coûts de contenu et des frais d'abonnement.

BAIIA ajusté de 1 758 000 \$, soit une variation défavorable de 1 132 000 \$, expliquée principalement par la baisse de l'aide gouvernementale dont a pu bénéficier le secteur au cours du deuxième trimestre 2021 par rapport à la période correspondante de 2020.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté et représentent 84,7 % pour le second trimestre de 2021 contre 71,2 % pour la même période de 2020. Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation plus importante des charges d'exploitation que l'augmentation des produits d'exploitation.

Comparaison des six premiers mois de 2021 et 2020

Produits d'exploitation de 22 015 000 \$, soit une hausse de 1 685 000 \$ (8,3 %), principalement attribuable aux résultats du deuxième trimestre 2021 marqués par la reprise des activités par rapport à la période correspondante de 2020 où le nombre de parutions était moindre pour certains titres, tel que mentionné dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020. Notons les variations suivantes :

- la hausse de 12,9 % des revenus d'abonnement, principalement pour les catégories « Artistiques » et « Féminin »;
- la hausse de 5,8 % des revenus en kiosque principalement pour la catégorie « Artistiques »;
- la hausse de 7,9 % de l'aide provenant du FCP compte tenu d'une bonification de 25 % de la subvention reçue pour le premier trimestre 2021; et
- la hausse de 8,8 % des revenus publicitaires provenant principalement des revenus numériques.

Charges d'exploitation de 18 494 000 \$, soit une hausse de 1 718 000 \$ (10,2 %), principalement attribuable aux mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020.

BAIIA ajusté de 3 521 000 \$, soit une variation défavorable de 33 000 \$, expliquée principalement par la reprise des activités dans un contexte où l'aide gouvernementale a été moindre.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté et représentent 84,0 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2021 contre 82,5 % pour la même période de 2020. Cette augmentation

s'explique par l'augmentation plus importante des charges d'exploitation en proportion des charges totales du secteur par rapport à l'augmentation des produits d'exploitation en proportion des produits totaux du secteur.

Production et distribution

Comparaison des deuxièmes trimestres 2021 et 2020

Produits d'exploitation de 5 327 000 \$, soit une augmentation de 2 458 000 \$ (85,7 %), principalement attribuable aux activités de distribution internationale avec la livraison de cinq films produits par Incendo au cours du deuxième trimestre 2021 alors qu'aucun film produit par Incendo n'avait été livré au cours de la période correspondante de 2020.

Les activités reliées à la distribution de films produits par Incendo représentent 85,0 % des produits d'exploitation de ce secteur pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2021 alors qu'elles représentaient 89,2 % pour la période correspondante de 2020. Les productions d'Incendo desquelles découlent les produits d'exploitation pour le présent trimestre consistent principalement en des comédies romantiques.

Charges d'exploitation de 3 709 000 \$, soit une hausse de 1 268 000 \$ (51,9 %) expliquée principalement par l'augmentation des frais variables en lien avec la hausse des revenus, contrebalancée en partie par des économies au niveau des frais administratifs, notamment en ce qui a trait à la rémunération et à la comptabilisation de la subvention d'urgence du Canada pour le loyer.

BAIIA ajusté de 1 618 000 \$, soit une variation favorable de 1 190 000 \$, expliquée principalement par la marge brute totale plus élevée pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2021 et générée par la distribution à l'international des films produits par Incendo, ainsi que par des économies générées au niveau des frais administratifs tel que mentionné ci-dessus.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur production et distribution (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué et représentent 69,6 % pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2021 contre 85,1 % pour la même période de 2020. Cette baisse s'explique principalement par l'augmentation des produits d'exploitation.

Comparaison des six premiers mois de 2021 et 2020

Produits d'exploitation stables à 7 622 000 \$, principalement attribuable aux revenus moindres provenant de la distribution canadienne, compensés par l'augmentation des revenus de distribution provenant des plateformes d'écoute en continu.

Les activités reliées à la distribution de films produits par Incendo représentent 85,4 % des produits d'exploitation de ce secteur pour la période de six mois terminée le 30 juin 2021 alors qu'elles représentaient 77,9 % pour la période correspondante de 2020. Les revenus générés par les productions d'Incendo, consistant principalement en des comédies romantiques, proviennent à 90 % d'une distribution à l'international pour le premier semestre 2021 (84 % pour la période correspondante de 2020 consistant principalement en des films à suspense).

Charges d'exploitation de 5 891 000 \$, soit une baisse de 636 000 \$ (-9,7 %). Cette baisse est expliquée principalement par des économies au niveau des frais administratifs, notamment en ce qui a trait à la rémunération et à la comptabilisation de la subvention d'urgence du Canada pour le loyer.

BAIIA ajusté de 1 731 000 \$, soit une variation favorable de 636 000 \$, expliquée principalement par une marge brute plus élevée générée par la distribution provenant des plateformes en continu pour les six premiers mois de 2021 par rapport à la période correspondante de 2020, ainsi que par des économies au niveau des frais administratifs.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur production et distribution (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué et représentent 77,3 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2021 contre 85,6 % pour la même période de 2020. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des charges d'exploitation.

Acquisition des actions des sociétés du groupe Incendo (« Acquisition d'Incendo »)

Le 1^{er} avril 2019, en vertu d'une entente conclue le 22 février 2019, la Société a procédé à l'acquisition des actions des sociétés faisant partie du groupe Incendo, qui exerce des activités de production et de distribution d'émissions de télévision de grande qualité, destinées au marché mondial. Le prix d'achat était assujéti à des ajustements liés à l'atteinte de conditions financières au cours des trois années suivant la date d'acquisition. La contrepartie conditionnelle a été évaluée à 1 739 000 \$ à cette même date, selon l'estimation de la valeur actualisée des ajustements conditionnels futurs. Cette valeur actualisée est fondée sur des données d'entrée importantes qui ne sont pas des données de marché observables, sur des hypothèses ainsi que sur une fourchette de probabilités d'atteinte de conditions financières. La contrepartie conditionnelle a fait l'objet d'une réévaluation au cours du premier trimestre 2021 (voir la comparaison des six premiers mois de 2021 et 2020 au niveau des « Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres » de la section « Analyse des résultats consolidés » ci-dessus) et la Société a effectué un paiement de 606 000 \$ en lien avec celle-ci.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	30 juin		30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(23 847) \$	28 543 \$	(16 410) \$	44 121 \$
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(3 496)	(2 453)	(8 237)	(8 309)
Disposition d'une immobilisation	-	310	-	310
Acquisition d'entreprises	-	-	(606)	-
Autres	(762)	(789)	(1 754)	(1 667)
(Augmentation) remboursement de la dette nette	(28 105) \$	25 611 \$	(27 007) \$	34 455 \$
	30 juin 2021		31 décembre 2020	
Situation à la fin :				
Découvert bancaire		5 544 \$		1 699 \$
Dette échéant à court terme		49 925		27 117
Moins : espèces		(2 484)		(2 838)
Dette nette		52 985 \$		25 978 \$

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation en baisse de 52 390 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2021 par rapport à la période correspondante de 2020. Cet écart est principalement dû à la variation nette défavorable de 57 798 000 \$ au niveau des actifs et passifs d'exploitation, notamment des écarts défavorables au niveau des droits de contenu à payer et du contenu audiovisuel, contrebalancés en partie par un écart favorable au niveau des crédits d'impôt et aide gouvernementale à recevoir, net de la hausse du BAIIA ajusté de 6 599 000 \$.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation en baisse de 60 531 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2021 par rapport à la période correspondante de 2020 principalement dû à la variation nette défavorable de 63 689 000 \$ au niveau des actifs et passifs d'exploitation, notamment des écarts défavorables au niveau des débiteurs, du contenu audiovisuel ainsi que des actifs et passifs d'impôts exigibles, contrebalancés en partie par un écart favorable au niveau des crédits d'impôt et aide gouvernementale à recevoir.

Fonds de roulement de 35 448 000 \$ au 30 juin 2021 comparativement à un fonds de roulement de 51 861 000 \$ au 31 décembre 2020. Cet écart défavorable de 16 413 000 \$ est principalement attribuable à la hausse de la dette échéant à court terme ainsi qu'à la baisse du contenu audiovisuel, contrebalancées en partie par la hausse des débiteurs ainsi que par la baisse des passifs d'impôts exigibles.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 3 496 000 \$ pour le deuxième trimestre de 2021, comparativement à 2 453 000 \$ pour la même période de 2020, soit une hausse de 1 043 000 \$ (42,5 %). Cette hausse s'explique essentiellement par l'arrêt et le ralentissement de certains projets au deuxième trimestre 2020 étant donné le contexte lié à la pandémie.

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 8 237 000 \$ pour les six premiers mois de 2021, comparativement à 8 309 000 \$ pour la même période de 2020, soit une légère baisse de 72 000 \$ (-0,9 %).

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2021, la Société a investi dans ses équipements destinés à la location, dans ses équipements informatiques ainsi que dans certains équipements techniques nécessaires aux activités de postproduction.

Disposition d'une immobilisation de 310 000 \$ pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2020. Au cours du deuxième trimestre 2020, la Société avait disposé d'un actif pour un produit de disposition de 310 000 \$.

Acquisition d'entreprises de 606 000 \$ au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2021 (Voir« Acquisition d'Incendo » ci-dessus) (nil au cours de la période correspondante de 2020).

Activités de financement

Dette échéant à court terme (excluant les frais de financement reportés) de 49 961 000 \$ au 30 juin 2021, comparativement à 27 126 000 \$ au 31 décembre 2020, soit une hausse de 22 835 000 \$ découlant essentiellement d'investissements dans le contenu audiovisuel.

Situation financière au 30 juin 2021

Liquidités disponibles nettes de 21 846 000 \$, soit un crédit rotatif disponible et inutilisé de 24 906 000 \$ ainsi que des espèces de 2 484 000 \$, moins un découvert bancaire de 5 544 000 \$.

Au 30 juin 2021, la totalité du capital de 49 961 000 \$ était à rembourser sur la dette au cours de la prochaine période de douze mois.

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 0,6 année au 30 juin 2021 (0,1 année au 31 décembre 2020). La dette était constituée en totalité de dette à taux variable au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020.

La Société dispose d'un crédit rotatif de 75 000 000 \$ venant à échéance le 24 février 2022. Au 30 juin 2021, les sommes empruntées sur le crédit rotatif représentent une acceptation bancaire de 49 961 000 \$ portant intérêt au taux effectif de 1,82 % en plus d'une lettre de crédit en circulation d'un montant de 133 000 \$. Au 31 décembre 2020, les sommes empruntées sur le crédit rotatif représentaient une acceptation bancaire de 19 976 000 \$ portant intérêt au taux effectif de 1,88 % ainsi qu'une avance au montant de 7 150 000 \$ portant intérêt au taux effectif de 2,85 %, en plus d'une lettre de crédit en circulation d'un montant de 133 000 \$.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir ses engagements en matière

d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de paiement d'impôts sur le bénéfice, de remboursement de dettes et d'obligations locatives, de contributions conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de dividendes aux actionnaires et pour respecter ses engagements et garanties.

En vertu de sa convention de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 30 juin 2021, la Société respectait toutes les conditions relatives à sa convention de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 30 juin 2021

Tableau 6

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 30 juin 2021 et 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

	30 juin 2021		31 décembre 2020		Écart	Principales sources d'explication de l'écart	
<u>Actifs</u>							
Débiteurs	148 754	\$	137 177	\$	11 577	\$	Impact de l'augmentation du volume d'activités.
Contenu audiovisuel à court terme	101 408		112 982		(11 574)		Impact de la diffusion de certains événements sportifs.
Contenu audiovisuel à long terme	77 892		57 245		20 647		Impact d'investissements dans le contenu audiovisuel et d'acquisitions de films et séries.
Impôts différés	10 948		23 923		(12 975)		Impact de la comptabilisation d'un gain sur réévaluations des régimes à prestations définies.
Autres éléments d'actif	22 311		11 238		11 073		Impact de la comptabilisation d'un gain sur réévaluations des régimes à prestations définies.
<u>Passifs</u>							
Dette échéant à court terme	49 925	\$	27 117	\$	22 808	\$	Impact de l'utilisation du crédit rotatif pour financer les activités d'exploitation et les activités d'investissement.
Autres éléments de passif	8 620		38 223		(29 603)		Impact de la comptabilisation d'un gain sur réévaluations des régimes à prestations définies et de la présentation à court terme de la balance de prix de vente et de la contrepartie conditionnelle dans le cadre de l'Acquisition d'Incendo.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2021, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette et les obligations locatives, la somme à payer et la contrepartie conditionnelle en lien avec l'Acquisition d'Incendo, les paiements pour des contrats d'acquisition de contenu audiovisuel ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 7.

Tableau 7

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 30 juin 2021

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette échéant à court terme	49 961 \$	– \$	– \$	– \$	49 961 \$
Obligations locatives	2 671	3 220	2 358	2 569	10 818
Paiement d'intérêts ¹	1 215	639	362	292	2 508
Somme à payer et contrepartie conditionnelle	6 618	–	–	–	6 618
Droits de contenu	212 231	183 336	134 376	42	529 985
Autres engagements	10 915	9 046	1 506	81	21 548
Total	283 611 \$	196 241 \$	138 602 \$	2 984 \$	621 438 \$

¹Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 30 juin 2021 et incluent les frais de disponibilité sur le crédit rotatif ainsi que les intérêts sur les obligations locatives.

En 2013, QMI et Groupe TVA ont conclu une entente d'une durée de 12 ans avec Rogers Communications inc. concernant les droits de diffusion francophones de la LNH pour le Canada. Les charges d'exploitation reliées à ce contrat sont constatées dans les charges d'exploitation de la Société et les engagements totaux liés à cette entente ont été inclus dans les engagements de la Société.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du second trimestre 2021, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et associées pour un montant global de 27 382 000 \$ (25 248 000 \$ au second trimestre 2020).

Pour le deuxième trimestre de 2021, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et associées pour un total de 13 193 000 \$ (9 895 000 \$ pour le second trimestre de 2020).

De plus, au cours du deuxième trimestre 2021, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 1 414 000 \$ (1 163 000 \$ au deuxième trimestre 2020). Ces honoraires sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation.

La Société a également assumé des honoraires de gestion de la société mère pour un montant de 855 000 \$ pour les seconds trimestres de 2021 et de 2020.

Au cours des six premiers mois de 2021, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et associées pour un montant global de 54 507 000 \$ (50 643 000 \$ pour les six premiers mois de 2020).

Pour les six premiers mois de 2021, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et associées, pour un total de 28 247 000 \$ (23 388 000 \$ pour les six premiers mois de 2020).

De plus, au cours du premier semestre 2021, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 2 832 000 \$ (2 460 000 \$ au premier semestre 2020).

La Société a également assumé des honoraires de gestion de la société mère pour un montant de 1 710 000 \$ pour les six premiers mois de 2021 et de 2020.

Capital-actions

Le tableau 8 présente les données du capital-actions de la Société. De plus, 689 503 options d'achat d'actions classe B de la Société étaient en circulation au 16 juillet 2021.

Tableau 8
Capital-actions en circulation au 16 juillet 2021
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	38 885 535	5,33 \$

Éventualités et litiges

Dans le cadre de litiges commerciaux avec un câblodistributeur, des poursuites ont été engagées par la Société et contre la Société ainsi que contre Québecor inc. et certaines de ses filiales. À ce stade-ci des poursuites, la direction de la Société est d'avis que le dénouement ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les résultats ou la situation financière de la Société.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2021, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante n'a été effectuée.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à www.sedar.com et www.groupetva.ca.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre à », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents et les risques reliés à la perte de clients clés dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels ainsi que dans le secteur production et distribution), les risques reliés aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique, les risques reliés à la capacité d'adaptation de la Société face à l'évolution technologique rapide et aux nouvelles formes de diffusion ou de stockage, les risques reliés aux relations de travail ainsi que les risques liés aux urgences en matière de santé publique, notamment la COVID-19, et toute mesure d'urgence mise en œuvre par le gouvernement.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et www.groupetva.ca, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2020 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 29 juillet 2021 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 29 juillet 2021

Tableau 9
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2021		2020	
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Exploitation				
Produits d'exploitation	159 422 \$	140 808 \$	147 618 \$	119 537 \$
BAIIA ajusté	13 965 \$	2 136 \$	46 070 \$	23 363 \$
Bénéfice (perte) net(te) attribuable aux actionnaires	3 850 \$	(4 451) \$	27 380 \$	8 404 \$
Données par action de base et diluée				
Résultat par action de base et diluée	0,09 \$	(0,10) \$	0,63 \$	0,19 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206	43 206	43 206	43 206
Nombre moyen pondéré d'actions diluées (en milliers)	43 430	43 206	43 206	43 206
	2020		2019	
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Exploitation				
Produits d'exploitation	103 855 \$	137 134 \$	164 196 \$	125 618 \$
BAIIA ajusté	7 366 \$	8 507 \$	33 568 \$	31 141 \$
(Perte) bénéfice net(te) attribuable aux actionnaires	(2 744) \$	(723) \$	16 030 \$	13 361 \$
Données par action de base et diluée				
Résultat par action de base et diluée	(0,06) \$	(0,02) \$	0,37 \$	0,31 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206	43 206	43 206	43 206

- Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dû, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires, aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public, aux besoins en services de production des producteurs internationaux et locaux, à la demande de contenu de la part des télédiffuseurs mondiaux et aux calendriers de livraison afférents. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité.
- Dans le secteur télédiffusion, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation et à la diffusion des événements sportifs en direct, alors que dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, les charges d'exploitation varient en fonction des besoins en services de production des producteurs internationaux et locaux. Dans le secteur magazines, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre alors que dans le secteur production et distribution, les charges d'exploitation varient en fonction des calendriers de livraison ainsi que des revenus estimatifs futurs.

Par conséquent, les BAIIA ajustés des périodes intermédiaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre.